Versement
1322 W 1-55

Identification :

Intitulé/ Analyse : contrôle du respect de la législation du travail, états de visite, contrôle, élections professionnelles , liquidations judiciaires, suivi d'entreprises.

Dates extrêmes : 1971-1996

Importance matérielle : 6.00ml

Contexte

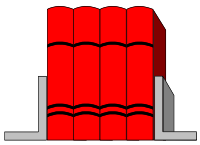
Service producteur : Direction Départementale du Travail et de l'Emploi, service d'inspection du travail
N° d'entrée du versement : 53413
Date d'entrée du versement : 26.09.2000

Conditions d'accès aux documents

Début communicabilité : immédiate
Fin communicabilité : immédiate

Contrôle de la description

Date de rédaction de l'inventaire : février 2005
Auteur de l'inventaire : Véronique Lamblin
N° d'entrée de l'inventaire : 54848
Cote de l'inventaire : 1AD10 1035



Présentation

Présentation du service producteur

Histoire administrative du service . La Direction départementale du Travail, de l'Emploi et de la formation professionnelle regroupe son activité autour de trois attributions essentielles :

- le contrôle de l'application de la législation du travail

- la mise en œuvre des politiques en faveur de l'emploi

- la mise en œuvre des politiques en faveur de la formation professionnelle

La première attribution ressort du service de l'Inspection du travail chargée :

- du contrôle de l'application et de la réglementation du travail dans les établissements industriels commerciaux et artisanaux,

- de l'information et du conseil des employeurs et des salariés,

de l'information de l'administration centrale sur la situation et l'évolution des conditions et relations du travail

- du développement du changement du travail

- des études et statistiques relatives aux conditions du travail

Présentation du contenu du versement

Intérêt du versement : Historique et Social**.**
Tris et éliminations pratiqués : aucun
Mode de classement adopté. Le classement des dossiers respecte l'organisation interne de l'Inspection du travail découpée en trois secteurs géographiques dénommées IT1, IT2, IT3.

CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d’accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. A ce titre, certains dossiers sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des «secrets absolus» (article 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l’un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1979 sur les archives.

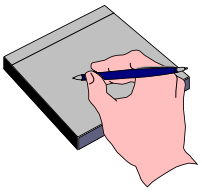
Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l’accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 3 janvier 1979 en vertu des articles 6 et 7.

La loi Archives n° 79-18 fixe un délai de droit commun de trente ans et des délais spéciaux -suivant le contenu du document- de 60 et 100 ans à compter de la date du document ou de 120 et 150 ans à compter de la date de naissance de la personne.
Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1er janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Plan de classement

N° Articles	*Description*	*Dates extrêmes*
1-20	INSPECTION DU TRAVAIL 1	1987-1996
1-4	Etats de visite	
5-8	Contrôle	
9-10	Elections professionnelles	
11-17	Liquidations judiciaires d'entreprises	
21-44	INSPECTION DU TRAVAIL 2	1971-1995
21-31	ENTREPRISE DEVANLAY	
32-34	Contrôle	
35-39	Liquidations judiciaires d'entreprises	
40-41	Licenciement	
42-44	Entreprises de travail temporaire	
45-55	INSPECTION DU TRAVAIL 3	1980-1995
45-50	Contrôle	
51-55	Liquidations judiciaires d'entreprises	



Annexes

Liste des sigles

AGEFIPH = Association de gestion du fonds pour l' insertion professionnelle des personnes handicapés

CE = Comité d'Entreprise ou Comité d'Etablissement

DP = Délégué du Personnel

FNE = Fonds National pour l'Emploi

IT= Inspection du Travail

1322W	Descriptif	Dates extrêmes	Commu-nicabilité
1-20	Inspection du travail 1,	1979-1996	2040-2057
1-4	Etats de visite : comptes rendus	1993-1996	
1	1993		
2	1994		
3	1995		
4	1996		
5-8	Contrôle : procès verbaux d'infraction (chrono)	1989-1992	
5	1989		
6	1990		
7	1991		
8	1992		
9-10	Elections : procès verbaux d'élections, correspondance, note, liste des électeurs, listes des éligibles, instructions de vote, liste des candidats, résultats, protocole d'accord		
9	Abilis (Abeille Nettoyage) CE[1]	1991-1994	
	DP[2]	1992-1993	
"	A.G.S (Assistance Gardiennage Sécurité)DP	1993	
"	Allia CE	1991,1993	
	DP	1987,1989,1992-1993,1995	
"	Arbati CE	1991,1993	
	DP	1992-1993	
"	Aubdis DP	1993-1994	
"	Aubnet CE	1992,1994	
	DP	1992-1994	
"	B. N. P. [Banque Nationale de Paris]		
	CE	1993-1995	
	DP	1993	
	Plan d'Adaptation de l'Emploi	1993	
	Bilan d'égalité professionnelle	1994	
	Bilans sociaux	1994	
10	Benetton CE	1992,1994	
	DP	1989-1992,1994	
	Repos dominical	1990,1992-1994	
	Licenciements Personnel protégé	1995	
"	Bon Pain de France CE	1992,1994	
"	Bonneterie de Champagne S.B.C. CE	1993	
	DP	1993	
"	C.A.F [Caisse d'Allocations Familiales]		
	CE	1994	
	DP	1993-1994	
	Rapport d'égalité professionnelle	1985,1991-1992	

[1] CE= Comité d'entreprise
[2] DP= Délégué du personnel

1322W	Descriptif	Dates extrêmes	Commu-nicabilité
10	Casino[3] CE	1992,1994	
	DP	1994	
	Bilan de l'hygiène , de la sécurité et des conditions de travail	1989-1990	
	Licenciement Personnel protégé	1991-1994,	
	Licenciement motif économique	1979	
"	Castorama CE	1994	
	DP	1993-1994	
	Bilan social	1990	
"	Cerene services DP	1993-1994	
	Licenciement Personnel Protégé	1991	
"	CERP Lorraine = Coopérative d'Expansion et de Répartition Pharmaceutiques		
	CE	1991-1993	
	DP	1989-1991, 1993-1994	
11-17	Liquidations judiciaires	1990-1994	
	Dossier type : avis de la liquidation judiciaire, lettre de licenciement suite à la liquidation judiciaire, rappel de paiement des cotisations, rappel de la procédure, correspondance, coupure de presse, déclaration de licenciement pour motif économique, compte rendu de réunion		
11	Allo'casion	1994	
	Amazone	1990	
	Béatrix	1994	
	Bozkirli	1990	
	Charbonneau	1991	
	Cosup	1994	
	Dauverne	1990	
	Egnea (Entreprise Générale de Nord Est Aubois)	1990	
	Fernandes SARL	1993	
	Garage du Jard	1990	
	J.M.D.	1990	
	K.M.G Confection	1990	
12	Laffille	1990	
	Maille a tee	1994	
	Menuiseries saviniennes	1990	
	Orient electronique	1994	
	Otto	1990	
	Pierre concept	1994	
	Promotextile	1990	
	S.I.M. Société industrielle moderne de bonneterie	1991	
	Saeth	1990	

[3] Casino = Mammouth= Economiques Troyens et docks réunis

1322W	Descriptif	Dates extrêmes	Commu-nicabilité
11-17	Liquidations judiciaires	1990-1994	
13	Saint Luc Confection	1990	
	Savouré	1993	
	Services et conseils pour l'industrie	1990	
	Société auboise de gestion	1990	
	Thiennot	1994	
14	Ceres	1992	
15	Drouot	s.d	
16	L.C.M.A.	1992	
17	Maille Confection Leisurewear	1993	
18	Simex	1993	
19	Société d'Impression Troyenne	1991	
20	Tricofil Tricomaille Sportonic	1991	
21-44	Inspection du travail 2	1971-1996	2032-2057
21-30	Suivi de l'entreprise DEVANLAY TROYES	1987-1996	
21	Projet de licenciement : listes nominatives, procès verbaux de réunion du comité d'établissement, correspondance, projet de restructuration, coupures de presse , notes, fiche de procédure		
22	Application de la procédure de licenciement : note au préfet, notes, correspondance, demande de convention de conversion, coupures de presse, fiche de signalement de début et de fin de conflit, modification d' horaire, compte rendu du comité d'établissement, compte rendu de réunions du comité central, convocations, demande de F.N.E; (Fonds National pour l'Emploi), listes nominatives, demandes d'embauche, documentation (rapport sur la situation de l'entreprise par la société Secafi.		
23-25	Recours hiérarchique suite à licenciement : : correspondance, extrait de compte rendu , décision, état nominatif (classement alphabétique)		
23	A à G		
24	H à L		
25	M à Z		
26	Dossier de portée générale : correspondance, récépissé de dépôt, notification de jugement, coupures de presse, notes au préfet, organigramme, composition du comité d'entreprise, lettres de salariés, projet de restructuration, compte rendu de réunion, convocation, notification de licenciement		
27	Accident du travail : rapport suite à accident, fiche de renseignement, plan, notes, correspondance, coupures de presse		

1322W	Descriptif	Dates extrêmes	Commu-nicabilité
28	Embauche, demande d'autorisation d'embauche suite au plan social : décision, correspondance, notes, listes nominatives (1990-1996) ; embauche suite à autorisation : décision du directeur de la DDTE, correspondance, notes, descriptif de poste, compte rendu de réunion de CE (1990-1991).		
29	Négociations syndicales, débrayage, organisation du temps de travail= chômage partiel, projet de restructuration et de plan social, licenciement des personnels protégés		
30	Procès verbaux des comités d'entreprise, convention de conversion, attestation de contribution à l'Agefiph, heures supplémentaires, rapport sur le projet de licenciement pour motif économique, notifications de licenciement à l'administration, compte rendu de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 26.05.1992 Projet FNE : liste nominative des bénéficiaires éventuels, correspondance ; licenciement : liste nominative, correspondance , notes, décision de l'inspecteur du travail ; dossiers de personnel		
31	Suivi de l'entreprise DEVANLAY ROMILLY SUR SEINE		
31	Dossier de portée générale : règlement intérieur, demandes de FNE, chômage partiel, demandes de dérogation horaire, correspondance, liste des établissements Devanlay, contrat de participation (classement effectué par le service = classement dans l'état)	1975-1991	
32-34	Mission de contrôle		
32	Litige entre un ouvrier et CEPS (centre expérimental de promotion social) : correspondance, statuts (de l'association pour le développement de la promotion sociale dans le département de l'Aube), bulletin de salaire, contrat de travail, documentation, fiches de liaison (classement dans l'état).	1989-1990	
33	A.M.I.T.R. Association pour la médecine interprofessionnelle du travail, contrôle : rapport d'activité, compte rendu, rapports médicaux, renouvellement d'agrément , décision, correspondance	1986-1994	
34	Infractions : relevé des p.v. dressés, décisions, notes, correspondance, photos, procès verbal d'audition, déclaration d'accident, procès verbal de renseignements judiciaires	1985-1988	

1322W	Descriptif	Dates extrêmes	Commu-nicabilité
35-37	Liquidations judiciaires	1991-1994	
	Dossier type : notes, correspondance, demande de convention de conversion, redressement judiciaire, coupures de presse, fiche récapitulative d'élection au comité d'entreprise, , déclaration de cessation, bilan économique et social, plan de redressement (classement alphabétique)		
	Entreprises de plus de 50 salariés	1991,1994	
35	Européenne Textile Diffusion	1994	
	Loiselet	1991	
	Nogelec	1991	
	Entreprise de moins de 50 salariés	1990-1993	
36	Apprêts Champenois	1993	
	Bati Rom	1993	
	Chaffard SA	1991	
	Confection Mulitifibres	1993	
	Défi Textile (Le)	1992	
37	Efligenir SARL	1993	
	Espace Saint-André SARL	1991	
	Fabrique Troyenne de Stores SARL	1990	
	Ferriere Entreprise [anciennement Rouginat]	1992	
	Godon SARL	1993	
	Paquier SARL	1992	
	Riccardi SARL	1992	
	Sebat SARL	1991	
	Setcobe SA	1993	
38-39	Dossier d'entreprise (complet)		
	Liquidation judiciaire , redressement judiciaire , chômage partiel, licenciement, réclamation : pv CE DP CHST, durée du travail, horaires licenciement économique : pv du conseil d'administration, plan social : coupures de presse.		
38	Romilly Diffusion (1993)	1987-1993	
39	Vegetable SA (1992)	1989-1993	
40-41	Licenciement du personnel protégé		
40	A.G.S. (Assistance Gardiennage Sécurité)	1993-1994	
	Bostik	1988-1992	
	Carrefour	1987-1993	
	IFT Maille	1980-1988	
	Le Joint Français [anciennement Bostik]	1992-1993	
	Dans différentes entreprises	1992-1993	
41	OGCA [Omnium de Génie Civil et Assainissement] ne concerne qu'un salarié (classement effectué par le service)	1990-1993	

1322W	Descriptif	Dates extrêmes	Commu-nicabilité
42-44	Entreprise de Travail Temporaire	1971-1995	
	Dossier type : dossier de suivi : déclaration d'ouverture , durée du travail, règlement intérieur, attestation de cotisation, dossier de maladie professionnelle, licenciement économique, observations, élections : p .v. coupures de presse, correspondance, notes (classement alpha)		
42	Alias (1978-1981) Bis (1971-1992), Ecco (1974-1992)		
43	Inter Relais (1980-1981), Inter 3 (1983-1992), IPSO[4] (1977-1995)		
44	Manpower (1980-1992), RMO (1985-1992), S2V (anciennement Select) (1990-1992), Supplay (1978-1994).		
45-55	Inspection du travail 3	1980-1995	2041-2056
45-50	Contrôle : procès verbaux d'infraction (classement chronologique)	1980-1994	
45	1980-1981	,	
46	1985-1990		
47	1991		
48	1992		
49	1993-1994		
50	Teinturerie de Champagne, dossier suite à procès verbal d'infraction dressé par l'I.T.:	1988-1992	
51-55	Liquidations judiciaires (classement alphabétique)	1990-1995	
	Dossier type : avis de licenciement, demande de convention de conversion, redressement judiciaire, fiche récapitulative d'élection au comité d'entreprise, déclaration d'accident , déclaration de cessation, bilan économique et social, plan de redressement, listes nominatives, coupures de presse, notes, correspondance, (classement alpha)		
51	A D H (Agencement, Décoration, Menuiserie)	1993	
	Ariane SARL	1995	
	Auto Ecole de l'Europe	1994	
	Atelier Graphique Champenois	1992	
	Beauquin Etablissement	1994	
	Belena	1994	
	Belin International	1990	

[4] Ce dossier comporte des documents portant le nom Alias

1322W	Descriptif	Dates extrêmes	Commu-nicabilité
51-55	Liquidations judiciaires (classement alphabétique)	1990-1995	
52	Bich'laine	1994	
	Borifer	1991	
	Chamberlain SARL J.B	1994	
	Christiner	1994	
	Cloidis	1994	
	Comptoir Textile Européen	1994	
	Distribution Electronique de Champagne	1993	
	Ecole Européenne de Gestion et de Commerce	1994	
	E.O. Bonneterie Troyenne	1994	
53	Franco Textile	1992	
	H de S	1989	
	Gillot Pharmacie	1994	
	Hanczar	1989	
	Hostellerie de Pont Ste Marie	1994	
	J.R. Sarl	1993	
	Jumelin	1994	
	MTM Restauration	1995	
54	Naturelle	1994	
	Pizz'a Dom	1994	
	Plivard	1992	
	Regine Tex	1994	
	Rothman Institute SA	1992	
	S.C.M. (Soudure, Chaudronnerie, Métallurgie)	1994	
	Sefleg	1991	
55	Serpic	1994	
	Siandowski	1994	
	Staff Décoration	1994	
	Supae Champagne Ardenne	1993	
	Tissus caoutchoutés	1995	
	Thomassin	1994	
	Texion a Facon	1994	
	Traymany	1994	
	Venancio	1994	
	Viandes auboises	1994	
	Viaron	1994	
	Vignol	1994	
	Xiong Xa	1994	